

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la Grande- Bretagne et l'Union européenne, la crise des réfugiés, l'Accord de Paris sur le climat et sur les questions économiques, à Paris le 22 juin 2016.

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu le Premier ministre slovaque Robert FICO, à la fois parce que nous avons entre deux pays une relation particulièrement confiante et intense, mais aussi parce que le Premier ministre slovaque prend la présidence de l'Union européenne pour les six prochains mois. Il est là aussi pour le match de football et je dois rester neutre dans ma qualité d'organisateur. Mais je pense que cette rencontre était particulièrement bienvenue dans le contexte que nous connaissons. Demain il y a le vote britannique, c'est plus que l'avenir du Royaume-Uni dans l'Union européenne qui se joue là, c'est l'avenir de l'Union européenne, car le départ d'un pays qui est géographiquement, historiquement, politiquement, dans l'Union européenne, aurait forcément des conséquences extrêmement graves.

Graves d'abord pour lui-même, puisque ce pays ne pourrait plus accéder à ce qui fait le cœur même de l'Union européenne, je ne parle pas de son système de valeurs, de ses principes. Le Royaume-Uni restera toujours une très grande démocratie, elle le prouve, mais il y a là, pour le Royaume-Uni, un risque très sérieux de ne pouvoir plus accéder au marché unique et à tout ce qui fait l'espace économique européen.

Chacun doit bien en prendre la mesure, car la position de la France, au lendemain de ce scrutin, si c'était la sortie de l'Union qui était choisie, serait d'en tirer toutes les conclusions et donc de considérer ce vote comme le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ce serait irréversible, même si, ensuite, il faudra du temps pour régler ces opérations.

Mais il y a aussi une autre issue, celle que nous préférons, que nous souhaitons et nous voulons qu'au lendemain de ce vote l'Europe puisse également connaître une nouvelle étape de sa construction et c'est ce à quoi Robert FICO, - dans sa responsabilité, - travaille. J'aurai moi-même, au lendemain du vote britannique, à prendre des initiatives, avec l'ensemble de nos partenaires, bien sûr avec l'Allemagne et avec Angela MERKEL et nous aurons à y travailler tous ensemble.

Le Premier ministre slovaque a également voulu aborder ce que pouvaient être les priorités de ce semestre européen et nous les partageons. C'est-à-dire, en dehors de la question de la suite à donner au référendum britannique, c'est-à-dire prendre en compte ce qu'aura été la décision, sortir ou rester, avec, si c'est le vote pour rester, la mise en œuvre de ce qui avait été décidé ensemble et si c'est pour sortir, je viens de vous le dire, avec toutes les conséquences qu'il faudra forcément tirer.

Mais au-delà donc de cette question britannique, la présidence slovaque devra travailler à régler la question des réfugiés, mettre en œuvre ce qui a été décidé, à renforcer les effectifs des gardes-frontières, à contrôler systématiquement les personnes concernées et également à chercher, dans l'esprit de responsabilité, les compromis indispensables et travailler aussi à la mise en œuvre de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie.

La seconde priorité, c'est l'économie et pour nous, c'est très important qu'il puisse y avoir une relance de l'investissement, un approfondissement de la zone euro et également des mesures pour les jeunes.

Il y a un troisième domaine, c'est le climat puisqu'il faut mettre en œuvre l'Accord de Paris. Et d'ailleurs, je souhaite qu'à l'occasion du prochain Conseil européen, un appel soit lancé pour que les pays membres ratifient le plus vite possible l'Accord de Paris. Enfin, nous avons toujours les questions internationales et notamment le suivi de la question ukrainienne qui apportera là aussi, qui supposera, pardon, des décisions au prochain Conseil européen.

Je veux également insister sur deux sujets sur lesquels nous nous sommes trouvés d'accord Robert FICO et moi-même, c'est la question de l'acier où nous devons absolument faire en sorte que le marché européen soit protégé par rapport à des pratiques qui ne sont pas loyales et également sur le lait, parce que la Slovaquie et la France sont deux pays agricoles où les producteurs de lait jouent un rôle très important et nous devons trouver, avec la Commission européenne, avec les États membres, des solutions pour limiter les productions et rehausser le prix du lait.

Enfin, nous sommes tout à fait conscients que sur la question des travailleurs détachés, le principe de libre circulation doit être respecté mais que nous devons lutter contre des pratiques illégales.

Voilà les sujets parmi d'autres qui justifiaient notre rencontre mais c'était surtout, à la veille du vote britannique, au moment où la Slovaquie prend la responsabilité de la présidence du Conseil de l'Union européenne, que nous devons ensemble, Robert FICO et moi-même, dire que, quoi qu'il arrive, quoi qu'il se passe demain, des initiatives seront prises. Et nous aurons à faire évoluer la construction européenne dans le sens que j'indiquerai de la protection, protection dans toutes ses dimensions, dans le sens également de la croissance et de l'orientation des politiques économiques, de l'approfondissement de la zone euro et enfin de la jeunesse qui doit être la priorité de ce projet européen qui a justifié, au lendemain de la guerre, que nous puissions nous retrouver.